

Chapitre 3. Sources statistiques et méthodologie d'analyse longitudinale

Introduction

Toute analyse empirique rigoureuse nécessite de s'appuyer sur des sources fiables et une méthodologie claire. Dans le cas d'Haïti, où la faiblesse des infrastructures statistiques constitue une contrainte majeure, la question des sources est d'autant plus cruciale que les données disponibles sont fragmentées, parfois irrégulières, et souvent produites en lien avec des exigences internationales plutôt que dans une logique de planification endogène. Ce chapitre vise à présenter les fondements empiriques de l'ouvrage : les sources mobilisées et la méthodologie retenue pour analyser, sur la période 2016–2025, les dynamiques macroéconomiques haïtiennes à travers le prisme de la théorie des incompatibilités des choix publics.

La principale source de données mobilisée est constituée des fascicules Économie en Graphes publiés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) entre 2016 et 2025. Ces publications rassemblent, sous forme de séries chronologiques et de graphiques, les principaux agrégats macroéconomiques : masse monétaire, taux de change, inflation, crédit au secteur privé, balance des paiements, réserves internationales, et finances publiques. Leur importance réside dans la systématique et la périodicité de leur diffusion, ce qui en fait un outil essentiel pour appréhender les évolutions de court et moyen terme (BRH, 2016–2025).

Le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) constitue une autre source centrale. À travers ses *Rapports sur la situation macroéconomique et les perspectives*, il fournit des données sur

les recettes, les dépenses, le déficit et le service de la dette publique. Ces rapports permettent d'analyser la structure budgétaire et d'évaluer les marges de manœuvre de l'État dans le financement de ses politiques publiques (MEF, 2021).

L'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) complète ce dispositif en produisant les comptes nationaux, les indices de production industrielle, les enquêtes sur le commerce extérieur et l'indice des prix à la consommation. Malgré la fragilité de son appareil technique et les retards dans la diffusion de certaines séries, l'IHSI reste un acteur incontournable pour comprendre l'évolution de l'activité économique et sociale (IHSI, 2022).

Enfin, l'Administration Générale des Douanes (AGD) fournit des données sur les recettes douanières et la structure des importations et exportations, ce qui éclaire la dépendance fiscale et commerciale du pays.

Compte tenu des limites de la production nationale, il est également nécessaire de recourir aux données des institutions internationales. Le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale publient régulièrement des rapports de suivi macroéconomique, qui complètent et valident, parfois corrigent, les données locales (FMI, 2022; Banque mondiale, 2020). La Banque interaméricaine de développement (BID) et la Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe (CEPALC) offrent également des analyses comparatives utiles pour situer Haïti dans son environnement régional.

Si ces sources internationales constituent un apport indispensable, elles ne sont pas exemptes de biais. Elles tendent à privilégier des indicateurs conformes aux normes de la discipline budgétaire et monétaire, ce qui reflète les priorités des bailleurs de fonds plutôt que les besoins nationaux. Leur utilisation nécessite donc une

mise à distance critique, en les croisant avec les publications locales et en les interprétant à la lumière du contexte haïtien.

L'approche méthodologique retenue pour cet ouvrage est double, longitudinale et critique :

- L'analyse longitudinale consiste à suivre, sur près d'une décennie (2016–2025), l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques. Elle permet de dégager des tendances structurelles, d'identifier des ruptures conjoncturelles (crises politiques, catastrophes naturelles, chocs internationaux) et d'analyser la persistance de déséquilibres. L'objectif n'est pas seulement de décrire des chiffres, mais de comprendre les trajectoires économiques et leurs déterminants ;
- L'analyse critique repose sur la confrontation des données avec le cadre théorique des incompatibilités des choix publics. Il s'agit de montrer comment les contradictions entre objectifs sociaux, contraintes macroéconomiques et pressions internationales se traduisent concrètement dans les évolutions statistiques. Loin de se limiter à une lecture descriptive, la méthodologie vise à articuler empirique et théorie afin de rendre compte de la dynamique systémique des blocages.

Il convient de souligner les limites inhérentes à l'appareil statistique haïtien. Les retards de publication, les discontinuités dans certaines séries et la dépendance à des financements externes fragilisent la fiabilité des données. De plus, l'importance du secteur informel échappe largement aux outils de mesure, ce qui sous-estime la complexité réelle de l'économie. Ces limites appellent à la prudence dans l'interprétation et justifient le recours systématique au croisement des sources.

Malgré ces contraintes, la période 2016–2025 offre un corpus de données suffisamment riche pour analyser les trajectoires de l'économie haïtienne. Les publications régulières de la BRH et du MEF, croisées avec les rapports du FMI, de la Banque mondiale et de l'IHSI, permettent de dégager une image cohérente des déséquilibres et de leur reproduction.

Ce chapitre méthodologique constitue donc une étape essentielle dans l'architecture de l'ouvrage. En identifiant les sources disponibles et en définissant une approche longitudinale et critique, il prépare l'analyse empirique qui sera développée dans la Partie II. Celle-ci confrontera la théorie des incompatibilités des choix publics aux réalités statistiques de l'économie haïtienne, en montrant comment les indicateurs de croissance, de finances publiques, de monnaie et de commerce extérieur traduisent, année après année, la reproduction des contradictions structurelles.

1. Présentation des fascicules *Économie en Graphes*

Parmi les sources statistiques disponibles sur l'économie haïtienne, les fascicules *Économie en Graphes* publiés régulièrement par la Banque de la République d'Haïti (BRH) occupent une place centrale. Produits depuis le début des années 2000, mais systématisés surtout à partir de 2016, ces documents constituent une tentative de mise en forme accessible des principaux agrégats macroéconomiques. Ils visent à offrir, sous une présentation graphique et synthétique, un panorama de l'évolution des indicateurs clés de l'économie nationale.

1.1. Objectifs et finalité

L'exploitation des données macroéconomiques produites par la Banque de la République d'Haïti (BRH), le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) constitue un préalable indispensable à toute analyse rigoureuse de l'économie nationale.

Les fascicules Économie en Graphes, publiés régulièrement depuis 2003, et en particulier sur la période 2016–2025, offrent une base empirique précieuse pour comprendre les dynamiques financières, budgétaires et réelles du pays. Leur traitement et leur systématisation visent ici à répondre à un double objectif : élucider les logiques de déséquilibres macroéconomiques persistants et éclairer, à travers la théorie des incompatibilités des choix publics, les contradictions structurelles qui paralysent l'action publique en Haïti.

La finalité première de ce chapitre est donc d'établir un cadre méthodologique qui articule la richesse des données disponibles avec une lecture critique et problématisée. Loin d'une présentation descriptive des indicateurs, il s'agit de montrer comment leur analyse diachronique et comparative permet de révéler les tensions constitutives de l'économie haïtienne. En ce sens, la démarche rejoint les apports de la littérature en économie politique et en analyse des politiques publiques, qui insistent sur la nécessité d'inscrire les chiffres dans une perspective institutionnelle et historique (North, 1990; Rodrik, 2007).

Un second objectif réside dans la valorisation scientifique de sources nationales parfois sous-utilisées. Alors que de nombreux travaux sur Haïti s'appuient principalement sur les bases de données des institutions internationales — Banque mondiale, FMI, CEPALC — l'ouvrage entend mettre en avant la production locale de connaissances, afin de renforcer la souveraineté informationnelle et de valoriser le rôle de la BRH et de l'IHSI. Cette orientation rejoint les réflexions contemporaines sur l'importance des statistiques nationales dans la construction d'une autonomie décisionnelle des États fragiles (Jerven, 2013).

Enfin, la finalité est également prospective. En systématisant l'analyse des données sur près d'une décennie, il devient possible d'identifier des trajectoires, des tendances lourdes et des points de

rupture. Cette lecture ne vise pas seulement à comprendre le passé ou le présent, mais à proposer des éléments programmatiques pour l'avenir, en particulier dans le cadre de la feuille de route pour 2030 qui sera développée dans la troisième partie de l'ouvrage. L'analyse statistique se met ainsi au service d'une réflexion normative : comment transformer des contradictions structurelles en dynamiques de compatibilité et de cohérence ?

Ainsi, les objectifs et la finalité de cette section dépassent largement l'exercice technique de présentation des données. Ils s'inscrivent dans une logique de réflexivité scientifique et citoyenne, où l'appropriation des chiffres devient un outil pour comprendre, critiquer et transformer l'économie haïtienne.

L'ambition des fascicules *Économie en Graphes* est double. D'une part, ils répondent à un objectif de transparence et de diffusion de l'information économique : en publiant régulièrement des données actualisées, la BRH cherche à renforcer la crédibilité de son action et à éclairer les acteurs économiques — décideurs publics, secteur privé, chercheurs, partenaires internationaux. D'autre part, ils constituent un outil de communication institutionnelle : leur format graphique, moins technique que les rapports traditionnels, est conçu pour rendre l'information économique plus accessible et lisible, y compris pour un public non spécialiste (BRH, *Économie en Graphes* 2016–2025).

1.2. Contenu et structure

La présente section entend clarifier le contenu et la structure de l'appareil empirique mobilisé dans ce chapitre. Elle s'appuie principalement sur les fascicules *Économie en Graphes* publiés par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et sur les rapports budgétaires du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), auxquels s'ajoutent les données de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI). Ces documents constituent des sources

essentiels pour appréhender les déséquilibres macroéconomiques haïtiens et analyser leurs dynamiques entre 2016 et 2025. Loin d'être de simples compilations statistiques, ces instruments offrent une cartographie synthétique et pédagogique des principales variables économiques, qui peut être exploitée dans une perspective analytique et critique.

Le contenu couvre trois grands ensembles. Premièrement, les agrégats monétaires (M1, M2, M3), les taux d'inflation et d'intérêt, ainsi que les indicateurs relatifs au crédit bancaire et à la dollarisation, qui permettent d'appréhender la dynamique du secteur monétaire et financier (BRH, 2016–2025). Deuxièmement, les finances publiques — recettes, dépenses, dette interne et externe — qui éclairent les tensions budgétaires chroniques et les marges de manœuvre limitées de l'État (MEF, 2021). Troisièmement, les comptes de production, les indices sectoriels (primaire, secondaire, tertiaire) et les données relatives au commerce extérieur, qui mettent en évidence la faiblesse structurelle de la base productive et la dépendance aux importations (IHSI, 2022; FMI, 2022).

La structure de cette section suit une organisation à la fois descriptive et problématisée. Chaque ensemble statistique est d'abord présenté dans sa dimension technique et empirique, puis interprété à travers la grille de lecture de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022). L'objectif est de dépasser l'analyse quantitative brute pour montrer comment les données chiffrées révèlent des contradictions structurelles entre politiques sociales, contraintes macroéconomiques et insertion internationale. Ainsi, les chiffres ne sont pas envisagés comme des données neutres, mais comme des indicateurs de tensions qui traduisent les limites de la gouvernance haïtienne.

Cette structuration répond à une double exigence. D’une part, elle permet une lecture diachronique et comparative, en suivant l’évolution des indicateurs sur près d’une décennie et en les confrontant aux standards régionaux et internationaux (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). D’autre part, elle offre une articulation analytique, en reliant les variables entre elles pour montrer que les déséquilibres monétaires, budgétaires et productifs ne sont pas indépendants, mais interdépendants, produisant des effets cumulatifs. Cette approche systémique justifie l’usage du cadre théorique des incompatibilités, qui saisit ces interdépendances comme des contradictions structurelles.

Ainsi, le contenu et la structure de cette section visent à montrer que l’appareil statistique mobilisé n’est pas une fin en soi, mais un outil de compréhension critique. En reliant les données aux problématiques de cohérence et de souveraineté, il s’agit de donner aux statistiques une portée analytique et prospective, permettant d’éclairer les trajectoires possibles de l’économie haïtienne au-delà du constat de sa fragilité.

1.3. Importance pour l’analyse longitudinale

L’intérêt majeur de mobiliser les fascicules Économie en Graphes et les séries statistiques produites par la BRH, le MEF et l’IHSI réside dans la possibilité de développer une analyse longitudinale des dynamiques macroéconomiques haïtiennes. Dans un contexte marqué par l’instabilité politique, la volatilité des chocs externes et la récurrence des crises sociales, une observation ponctuelle des données ne permet pas de saisir la profondeur des transformations ni la persistance des déséquilibres. C’est en suivant les indicateurs sur une décennie — en l’occurrence, de 2016 à 2025 — qu’il devient possible de mettre en évidence des tendances lourdes, des cycles de fragilité et des effets cumulatifs qui structurent l’économie nationale.

L'analyse longitudinale présente un double avantage. Sur le plan empirique, elle permet d'identifier les régularités et les ruptures. Par exemple, le suivi des agrégats monétaires (M1, M2, M3) et de l'inflation met en évidence une tendance chronique à la dépréciation de la gourde, entrecoupée de brèves périodes de stabilisation liées aux interventions de la BRH (BRH, 2016–2025). De même, l'évolution de la dette publique et du service de la dette révèle une trajectoire ascendante, où chaque cycle d'endettement accroît la contrainte budgétaire et réduit l'espace pour l'investissement productif (FMI, 2022).

Sur le plan analytique, la perspective diachronique permet de dépasser l'approche conjoncturelle souvent adoptée dans les rapports internationaux, centrés sur un exercice budgétaire ou une crise particulière. Elle met en lumière la nature structurelle des déséquilibres haïtiens : la persistance de déficits budgétaires chroniques, la domination des dépenses courantes sur l'investissement, la dollarisation croissante et la dépendance aux transferts externes. Ces éléments ne sont pas des anomalies passagères, mais des caractéristiques constantes du système économique (Banque mondiale, 2020).

Cette approche longitudinale prend tout son sens lorsqu'elle est confrontée à la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022). Suivre l'évolution des données sur une décennie permet de montrer que les contradictions ne résultent pas d'erreurs de court terme, mais d'une impossibilité structurelle à concilier plusieurs objectifs simultanément. Par exemple, les tentatives de stabilisation monétaire par une politique restrictive entraînent systématiquement une contraction du crédit, affaiblissant la croissance et réduisant la base fiscale. Inversement, les efforts pour répondre aux urgences sociales accroissent le déficit et alimentent l'endettement, reproduisant le cercle de dépendance externe.

En définitive, l'importance de l'analyse longitudinale réside dans sa capacité à révéler que les choix publics haïtiens sont enfermés dans des dynamiques répétitives d'incompatibilité. Ce constat justifie la nécessité d'une réflexion en profondeur sur les trajectoires alternatives et sur la construction d'une cohérence des politiques, qui ne pourra émerger que d'une réorganisation structurelle des priorités et des instruments.

1.4. Limites et biais

Toute démarche de mobilisation statistique doit s'accompagner d'une réflexion critique sur ses limites et ses biais. Dans le cas haïtien, cette exigence est d'autant plus importante que l'appareil de production de données reste fragile, incomplet et vulnérable aux aléas politiques, institutionnels et financiers. Si les fascicules Économie en Graphes de la Banque de la République d'Haïti (BRH), les rapports du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF) et les séries produites par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) constituent des sources indispensables, leur usage comporte des contraintes méthodologiques et analytiques qui doivent être reconnues pour éviter toute interprétation excessive ou erronée.

La première limite est celle de la discontinuité temporelle. Les séries statistiques haïtiennes souffrent de ruptures dans la collecte et de retards significatifs dans leur publication. Par exemple, certains comptes nationaux ou enquêtes de consommation connaissent des mises à jour espacées de plusieurs années, ce qui complique la construction de séries homogènes sur le long terme (IHSI, 2022). De plus, des crises politiques ou naturelles — comme le séisme de 2010 ou les blocages politiques de 2018–2019 — perturbent la collecte et réduisent la fiabilité des données disponibles.

La deuxième limite concerne la couverture sectorielle inégale. Si les données relatives au secteur monétaire et bancaire sont

relativement régulières grâce à la BRH, celles concernant la production agricole, l'économie informelle ou l'emploi restent fragmentaires et parfois approximatives (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). Or, ces secteurs représentent une part essentielle de l'économie réelle haïtienne. Leur sous-représentation biaise l'analyse et tend à invisibiliser des dynamiques cruciales, notamment en matière de subsistance, de résilience communautaire et de vulnérabilité sociale.

La troisième limite tient à la qualité institutionnelle de la production statistique. L'IHSI, sous-doté en moyens financiers et humains, dépend souvent de financements extérieurs pour la réalisation de ses enquêtes, ce qui pose la question de la durabilité et de l'appropriation nationale du processus (Paul, 2019). Cette dépendance crée un biais de priorisation : les thématiques privilégiées sont souvent celles qui intéressent les bailleurs de fonds, au détriment de sujets cruciaux pour les besoins nationaux (Jerven, 2013).

Enfin, il faut souligner la dimension politique des chiffres. Dans un contexte marqué par l'instabilité et la conflictualité, les données économiques peuvent faire l'objet d'interprétations divergentes et d'instrumentalisations. L'inflation, la pauvreté ou la croissance deviennent des terrains de bataille symbolique entre acteurs politiques et institutionnels, réduisant parfois la confiance dans les chiffres officiels (Fatton, 2021). Cette politisation accroît le scepticisme et limite l'usage des données comme outil consensuel de planification publique.

Ces limites et biais ne remettent pas en cause la pertinence de l'usage des statistiques, mais invitent à les considérer comme des instruments relatifs plutôt que comme des vérités absolues. Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence), ils renforcent l'idée que l'État haïtien est contraint de prendre des décisions dans un cadre de connaissance

imparfaite. L'incertitude statistique elle-même devient une source d'incompatibilité : comment articuler cohérence et rationalité publique lorsque les bases informationnelles sont fragmentaires et contestées ?

Ainsi, la reconnaissance de ces limites ne doit pas conduire à l'abandon de l'analyse statistique, mais à une lecture critique et réflexive. Les chiffres doivent être interprétés comme des indicateurs partiels, qui révèlent autant qu'ils masquent. Leur usage, pour être pertinent, exige une contextualisation institutionnelle et historique, ainsi qu'une articulation avec d'autres formes de connaissance — enquêtes qualitatives, études de terrain, analyses institutionnelles — afin de construire une compréhension plus complète et nuancée de l'économie haïtienne.

1.5. Une source à croiser et à interpréter

L'usage des fascicules Économie en Graphes et des rapports statistiques produits par la BRH, le MEF et l'IHSI ne peut se concevoir comme une démarche isolée. Ces documents représentent une base empirique incontournable, mais leur pertinence analytique repose sur la capacité du chercheur à les croiser avec d'autres sources et à les interpréter de manière critique. En effet, les données chiffrées ne sont jamais neutres : elles reflètent des choix méthodologiques, des contraintes institutionnelles et des contextes politiques spécifiques. Leur lecture doit donc être articulée à une approche multidimensionnelle, combinant données quantitatives, analyses qualitatives et mise en perspective historique.

Le croisement des sources apparaît comme une nécessité. Les séries publiées par la BRH sur les agrégats monétaires, le crédit et l'inflation gagnent à être comparées avec les rapports du FMI et de la Banque mondiale, afin de vérifier leur cohérence et de mettre en évidence d'éventuelles divergences d'interprétation (FMI,

2022; Banque mondiale, 2020). De même, les statistiques budgétaires issues du MEF doivent être confrontées aux évaluations de la CEPALC ou aux enquêtes d'instituts indépendants, afin de dépasser les limites liées à la politisation ou à l'instrumentalisation des chiffres (CEPALC, 2021; Paul, 2019). Enfin, les données de l'IHSI sur la production et l'emploi doivent être complétées par des études qualitatives et des observations de terrain, indispensables pour saisir la réalité de l'économie informelle, largement sous-estimée par les instruments statistiques formels (Jerven, 2013).

L'interprétation des données constitue une autre exigence. Les chiffres relatifs à l'inflation, au déficit budgétaire ou à la dette ne peuvent être compris isolément : ils prennent sens dans un cadre d'analyse qui articule leurs interactions et leurs contradictions. C'est précisément ce que permet la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), qui envisage les données non pas comme de simples indicateurs, mais comme les révélateurs de tensions structurelles entre objectifs macroéconomiques, impératifs sociaux et dépendance internationale. Dans ce cadre, un même indicateur peut avoir des significations multiples : un déficit budgétaire peut être lu à la fois comme un signe d'expansion sociale et comme une source d'instabilité monétaire.

L'importance d'un usage critique des sources statistiques rejoint les réflexions de North (1990) et Rodrik (2007) sur la nécessité d'ancrer les données dans une perspective institutionnelle et contextuelle. Comme le souligne Jerven (2013), dans les pays à faible revenu, les chiffres doivent être analysés comme des produits institutionnels autant que comme des mesures économiques. Pour Haïti, cette vigilance est d'autant plus cruciale que les données locales sont souvent mobilisées par des acteurs

internationaux pour justifier des conditionnalités ou des réformes, renforçant ainsi la dépendance externe.

Ainsi, les fascicules Économie en Graphes et les rapports associés doivent être considérés comme une source fondamentale, mais non exclusive. Leur pleine utilité réside dans un double mouvement : d'une part, leur croisement avec d'autres bases et approches, afin d'assurer une triangulation des informations ; d'autre part, leur interprétation à la lumière d'un cadre théorique critique, qui permet de révéler les logiques de contradiction et de dépendance qu'ils traduisent. Ce n'est qu'à cette condition que les données statistiques deviennent un véritable outil d'intelligibilité de l'économie haïtienne, plutôt qu'un simple inventaire chiffré.

2. Méthodes de traitement et limites statistiques

L'exploitation des données économiques haïtiennes requiert une démarche méthodologique particulière, compte tenu de la fragilité de l'appareil statistique national et de la diversité des sources mobilisées. Les chiffres issus de la Banque de la République d'Haïti (BRH), du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF), de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et des organismes internationaux (FMI, Banque mondiale, BID, CEPALC) ne sont pas toujours directement comparables ni homogènes dans le temps. La méthodologie retenue dans cet ouvrage vise donc à maximiser la cohérence longitudinale des séries, tout en tenant compte de leurs limites.

2.1. Normalisation et harmonisation des séries

L'analyse statistique de l'économie haïtienne se heurte d'emblée à une difficulté méthodologique majeure : la nécessité de normaliser et d'harmoniser les séries de données produites par des institutions différentes et selon des périodicités variables. Les fascicules Économie en Graphes de la Banque de la République d'Haïti (BRH), les rapports budgétaires du Ministère de

l'Économie et des Finances (MEF) et les comptes nationaux de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) constituent des bases de référence, mais leur intégration dans une perspective longitudinale requiert un travail critique de mise en cohérence. Sans cette harmonisation, les comparaisons temporelles ou intersectorielles risquent de se transformer en juxtaposition de chiffres hétérogènes, difficilement exploitables pour une analyse systémique.

La normalisation consiste à uniformiser les concepts, les définitions et les unités de mesure utilisés. Ainsi, l'agrégat de la dette publique peut varier selon qu'il intègre ou non les arriérés de paiement, les dettes garanties par l'État ou les financements concessionnels. De même, la classification des dépenses publiques entre courantes et d'investissement peut différer d'un rapport à l'autre, rendant nécessaire une reconstitution homogène sur la période étudiée (MEF, 2021; FMI, 2022). L'absence de normalisation crée des biais d'interprétation : une variation apparente d'un indicateur peut relever d'un changement de méthodologie plutôt que d'une évolution réelle.

L'harmonisation concerne quant à elle la compatibilité entre séries issues de sources différentes. Les comptes nationaux publiés par l'IHSI peuvent diverger des évaluations de la croissance produites par le FMI ou la Banque mondiale, du fait de méthodologies distinctes ou de révisions différées (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021). De même, les estimations de l'inflation basées sur l'indice des prix à la consommation (IPC) peuvent être sensibles au panier de référence retenu, lequel ne reflète pas toujours la structure de consommation des ménages les plus pauvres, fortement exposés aux variations des prix alimentaires et énergétiques (IHSI, 2022). Harmoniser ces séries suppose un travail de confrontation critique, où les divergences deviennent des objets d'analyse plutôt que des obstacles.

Cette exigence rejoint les réflexions de Jerven (2013) sur les statistiques dans les pays à faible revenu : les chiffres doivent être considérés comme des produits institutionnels et non comme des données brutes, ce qui implique de les resituer dans leur contexte de production et d'usage. En Haïti, la dépendance de l'appareil statistique à des financements extérieurs accroît la probabilité de biais méthodologiques, les bailleurs imposant souvent leurs standards de collecte et de présentation (Paul, 2019). La normalisation et l'harmonisation ne relèvent donc pas d'un simple impératif technique, mais d'un enjeu de souveraineté informationnelle, condition de la construction de politiques publiques cohérentes.

Dans la perspective de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence), cette problématique prend une dimension particulière. L'absence de séries homogènes reflète et alimente l'incapacité de l'État à articuler ses instruments de gouvernance. Sans normalisation ni harmonisation, les choix publics reposent sur des bases informationnelles fragmentées, accentuant les contradictions entre objectifs monétaires, budgétaires et sociaux. L'enjeu de la cohérence statistique devient alors une condition préalable à la cohérence politique : sans une architecture fiable de données, l'État est condamné à gérer ses incompatibilités à l'aveugle.

En fait, la normalisation et l'harmonisation des séries ne constituent pas une tâche secondaire, mais un fondement méthodologique et politique. Elles conditionnent la validité de l'analyse empirique, la crédibilité des diagnostics et la pertinence des trajectoires proposées. En rendant comparables les indicateurs, elles permettent de transformer des données dispersées en un outil d'intelligibilité, au service non seulement de la recherche académique, mais aussi de la formulation de politiques publiques plus cohérentes et compatibles.

2.2. Méthodes d'analyse retenues

L'exploitation des données issues des fascicules Économie en Graphes de la BRH, des rapports du MEF et des comptes économiques de l'IHSI exige un cadre méthodologique rigoureux permettant de dépasser la simple présentation descriptive. Les méthodes d'analyse retenues visent à articuler une lecture empirique des séries statistiques avec une interprétation théorique fondée sur la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022). L'enjeu n'est pas seulement d'identifier des tendances chiffrées, mais de mettre en évidence la logique structurelle qui les sous-tend et qui explique leur persistance dans le temps.

La première méthode adoptée est une analyse diachronique et longitudinale, portant sur la période 2016–2025. L'objectif est de saisir les évolutions dans la durée, d'identifier des régularités et des ruptures, et de relier les fluctuations conjoncturelles aux transformations structurelles (BRH, 2016–2025). Cette perspective diachronique permet, par exemple, de montrer que l'inflation chronique et la dépréciation monétaire ne relèvent pas seulement de chocs ponctuels (hausse des prix internationaux, crises politiques), mais d'un déséquilibre systémique entre politiques monétaires restrictives et contraintes budgétaires expansionnistes (FMI, 2022).

La deuxième méthode repose sur une approche comparative. Les indicateurs haïtiens sont mis en perspective avec ceux des pays voisins de la Caraïbe et de l'Amérique latine, ainsi qu'avec les moyennes régionales publiées par la CEPALC (2021). Cette mise en parallèle permet de situer Haïti dans une hiérarchie régionale, de souligner ses singularités et de démontrer que ses déséquilibres, bien que comparables à ceux d'autres pays fragiles, atteignent une intensité particulière en raison de sa vulnérabilité institutionnelle et de sa dépendance externe.

Une troisième méthode est l'analyse intersectorielle et systémique. Les données relatives aux finances publiques, au secteur monétaire et au secteur réel sont croisées afin d'identifier les interdépendances. Ainsi, l'étude des agrégats monétaires (M1, M2, M3) n'est pas dissociée de l'examen des déficits budgétaires, de l'évolution de la dette ou de la croissance sectorielle. Ce croisement met en lumière des effets cumulatifs : le financement monétaire des déficits alimente l'inflation, qui affaiblit le pouvoir d'achat et réduit la consommation, accentuant la contraction de la production (Banque mondiale, 2020). L'analyse systémique évite l'écueil des lectures partielles et permet de reconstituer la logique globale des incompatibilités.

Enfin, l'ensemble est interprété à travers une lecture institutionnaliste et critique des statistiques. Comme le souligne Jerven (2013), les chiffres produits dans les pays à faible revenu doivent être analysés non seulement comme des mesures techniques, mais aussi comme des produits institutionnels, reflétant des contextes politiques et des rapports de pouvoir. Cette vigilance méthodologique conduit à considérer les données haïtiennes comme des indicateurs à la fois économiques et institutionnels, révélant les failles de gouvernance et les dépendances structurelles.

En définitive, les méthodes d'analyse retenues visent à construire une intelligibilité dynamique et critique de l'économie haïtienne. Loin de se limiter à des corrélations chiffrées, elles permettent d'identifier les mécanismes de reproduction des déséquilibres et de mettre en évidence la centralité des incompatibilités des choix publics. C'est dans cette articulation entre rigueur empirique et profondeur théorique que réside la valeur ajoutée de l'approche proposée dans cet ouvrage.

2.3. Limites statistiques et biais structurels

L'usage des statistiques économiques en Haïti impose de reconnaître un ensemble de limites méthodologiques et de biais structurels qui affectent la qualité, la régularité et la fiabilité des données disponibles. Ces contraintes ne sont pas seulement techniques : elles traduisent des fragilités institutionnelles et des asymétries de pouvoir qui conditionnent la production de l'information économique. Loin d'être neutres, les chiffres publiés par la BRH, le MEF et l'IHSI doivent donc être lus comme des produits situés, marqués par leur contexte de collecte, de financement et d'usage.

Une première limite tient à la discontinuité des séries. Les données haïtiennes souffrent de ruptures temporelles et de retards significatifs dans leur publication. Par exemple, certains comptes nationaux ou indices sectoriels ne sont pas actualisés annuellement, rendant difficile la construction de séries homogènes sur le long terme (IHSI, 2022). Cette discontinuité engendre un biais d'interprétation : une variation apparente peut relever d'un changement de méthode de calcul ou d'une absence de collecte, plutôt que d'une transformation réelle de l'économie.

Une deuxième limite concerne la couverture sectorielle incomplète. Si les données monétaires et financières sont relativement détaillées grâce au suivi de la BRH, celles relatives à l'agriculture, à l'économie informelle et à l'emploi demeurent fragmentaires. Or, ces secteurs représentent une part considérable de l'activité économique et de l'emploi en Haïti. Leur sous-représentation conduit à une invisibilisation statistique des dynamiques de subsistance et de résilience communautaire, renforçant une vision biaisée de l'économie nationale (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021).

Une troisième limite réside dans la dépendance de l'appareil statistique aux financements externes. Une partie des enquêtes

menées par l'IHSI et d'autres institutions repose sur des appuis internationaux, notamment ceux de la Banque mondiale, du FMI et du PNUD. Cette dépendance peut orienter la production des données vers les priorités des bailleurs, au détriment des besoins nationaux (Paul, 2019). Elle reflète une asymétrie de pouvoir dans la définition des objets statistiques et contribue à la reproduction d'un biais structurel : les statistiques haïtiennes servent autant à justifier des réformes imposées qu'à éclairer les choix nationaux.

Enfin, il convient de souligner la dimension politique des chiffres. Dans un contexte de forte conflictualité, les données relatives à la croissance, à l'inflation ou à la pauvreté deviennent des enjeux de légitimation et peuvent être instrumentalisées par les gouvernements ou contestées par l'opposition (Fatton, 2021). Cette politisation accroît la méfiance vis-à-vis des sources officielles et fragilise l'usage des données comme outils consensuels de planification.

Ces limites statistiques et biais structurels renforcent la pertinence de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence). Lorsque l'information économique est partielle, fragmentée ou contestée, la capacité de l'État à construire une cohérence de ses politiques est encore plus réduite. Les contradictions entre impératifs sociaux, contraintes budgétaires et dépendance externe sont d'autant plus difficiles à gérer que l'État évolue dans un cadre de connaissance imparfaite. L'incertitude statistique devient elle-même une incompatibilité : elle empêche de hiérarchiser clairement les priorités et conduit à des arbitrages approximatifs.

Ainsi, reconnaître ces limites et biais ne signifie pas abandonner l'usage des données, mais les inscrire dans une démarche réflexive et critique. Les chiffres doivent être considérés comme des indicateurs partiels, qui gagnent à être croisés avec d'autres formes de savoir — études qualitatives, enquêtes locales, analyses institutionnelles — pour produire une vision plus complète et

nuancée de l'économie haïtienne. La construction d'une souveraineté informationnelle, fondée sur un appareil statistique renforcé, constitue donc une condition préalable à toute tentative de cohérence des choix publics.

2.4. Une posture critique d'interprétation

L'utilisation des données statistiques relatives à l'économie haïtienne ne peut se limiter à une approche positiviste qui verrait dans les chiffres une représentation neutre et transparente de la réalité. Compte tenu des fragilités institutionnelles, des discontinuités de collecte et des biais structurels déjà évoqués, l'analyste doit adopter une posture critique d'interprétation qui replace les données dans leur contexte de production, d'usage et de circulation. Cette vigilance méthodologique est indispensable pour éviter de reproduire, de manière implicite, les présupposés ou les logiques de pouvoir qui traversent la production des chiffres.

Une telle posture implique, en premier lieu, de considérer les données comme des constructions sociales. Comme le rappelle Jerven (2013), les statistiques produites dans les pays à faible revenu sont façonnées autant par les contraintes institutionnelles et financières que par des choix politiques. En Haïti, les données de l'IHSI ou du MEF ne sont pas seulement le reflet d'une réalité économique : elles traduisent aussi des arbitrages budgétaires, des priorités imposées par les bailleurs, ou encore des stratégies de légitimation de l'action publique (Paul, 2019; Providence, 2025b). L'interprétation critique consiste à interroger ce que les chiffres révèlent, mais aussi ce qu'ils occultent.

En second lieu, l'adoption d'une posture critique suppose de pratiquer une triangulation systématique des sources. Confronter les données nationales aux estimations de la Banque mondiale, du FMI ou de la CEPALC permet non seulement d'identifier des divergences, mais aussi de comprendre leurs causes : différences

méthodologiques, choix d'indicateurs, temporalités distinctes (FMI, 2022). Ces écarts ne doivent pas être perçus comme de simples erreurs, mais comme des signaux révélateurs des tensions entre différentes représentations de l'économie haïtienne.

Par ailleurs, l'interprétation critique doit intégrer la dimension politique des chiffres. Dans un contexte où les données économiques peuvent être instrumentalisées par les gouvernements ou contestées par l'opposition, la lecture statistique exige une distance analytique qui permette de neutraliser, autant que possible, les effets de discours (Fatton, 2021). Loin d'invalider les données, cette politisation impose de les analyser comme des indicateurs qui traduisent aussi des rapports de force institutionnels.

Enfin, cette posture critique trouve une pertinence particulière lorsqu'elle est articulée à la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022). Les données, interprétées de manière isolée, peuvent sembler contradictoires : un déficit budgétaire qui signale une fragilité macroéconomique peut aussi refléter un effort de redistribution sociale ; une inflation élevée peut traduire à la fois une dépréciation monétaire et une tentative d'élargir la consommation. La posture critique permet d'aller au-delà de la simple contradiction apparente pour y voir une incompatibilité structurelle, c'est-à-dire une tension constitutive du système économique haïtien.

En somme, adopter une posture critique d'interprétation ne revient pas à relativiser la valeur des statistiques, mais à les inscrire dans une démarche de contextualisation et de réflexivité. Les données deviennent ainsi des instruments d'intelligibilité, non parce qu'elles offriraient une vérité brute, mais parce qu'elles permettent, lorsqu'elles sont confrontées, interrogées et contextualisées, de révéler les logiques profondes qui structurent l'économie haïtienne. C'est à ce prix que les chiffres cessent

d'être des artefacts techniques pour devenir de véritables outils de compréhension et de transformation des choix publics.

3. Approche diachronique et comparative (2016–2025)

L'analyse empirique développée dans cet ouvrage repose sur une double approche : diachronique, en suivant sur près d'une décennie l'évolution des indicateurs macroéconomiques d'Haïti, et comparative, en situant ces évolutions dans le contexte régional de la Caraïbe et, plus largement, des pays en développement à revenu faible ou intermédiaire. Cette perspective permet non seulement de mesurer la trajectoire propre d'Haïti, mais également de mettre en évidence les spécificités de ses déséquilibres en les confrontant à d'autres expériences.

3.1. Une approche diachronique centrée sur la décennie 2016–2025

L'analyse des dynamiques macroéconomiques haïtiennes repose sur une approche diachronique qui met l'accent sur la période 2016–2025. Cette décennie est particulièrement significative, car elle concentre une succession de chocs internes et externes — crises politiques, catastrophes naturelles, pandémie de COVID-19, aggravation de l'insécurité — qui permettent d'observer la résilience et les limites structurelles de l'économie nationale. L'étude de cette séquence longue, et non d'un seul exercice budgétaire, vise à dépasser la contingence des événements pour saisir la logique cumulative des déséquilibres.

La période 2016–2025 présente trois caractéristiques majeures. Premièrement, elle est marquée par la persistance de déséquilibres macroéconomiques : inflation chronique, dépréciation continue de la gourde, déficits budgétaires récurrents et accroissement du poids de la dette publique (BRH, 2016–2025; FMI, 2022). Deuxièmement, elle révèle une fragilité structurelle du secteur

réel, avec une stagnation de la production agricole et industrielle, couplée à une dépendance accrue aux importations alimentaires et énergétiques (IHSI, 2022; CEPALC, 2021). Troisièmement, elle est marquée par une vulnérabilité externe renforcée, illustrée par le rôle central des transferts de la diaspora — représentant entre 20 et 25 % du PIB — et par l'importance de l'aide internationale pour soutenir les finances publiques (Banque mondiale, 2020).

L'approche diachronique permet également de mettre en évidence des ruptures conjoncturelles à l'intérieur de cette trajectoire. La crise de 2018, déclenchée par la tentative de suppression des subventions pétrolières, illustre l'incompatibilité entre discipline budgétaire et stabilité sociale (Fatton, 2021; Providence, 2025b). La pandémie de COVID-19 a révélé la dépendance du pays aux chaînes d'approvisionnement externes et a accentué la contraction de la production locale (FMI, 2022). Enfin, la montée en puissance des groupes armés à partir de 2020 a fragilisé l'appareil productif et réduit la marge d'action de l'État, transformant la gouvernance économique en gestion de survie (Providence, 2025a).

Cette perspective diachronique confirme que les déséquilibres haïtiens ne sont pas des accidents ponctuels, mais le résultat de dynamiques structurelles répétitives. En suivant les indicateurs sur une décennie, on constate que les réponses publiques, loin de résoudre les crises, tendent à reproduire les contradictions existantes : les politiques monétaires restrictives pour contenir l'inflation freinent le crédit et l'investissement ; les dépenses sociales pour préserver la paix civile creusent le déficit et accroissent l'endettement ; l'ouverture commerciale destinée à garantir l'approvisionnement accentue la dépendance et fragilise la production locale.

C'est ici que la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence) trouve toute sa pertinence. L'approche diachronique

montre que les contradictions ne relèvent pas d'erreurs de gestion ponctuelles, mais d'une impossibilité structurelle à concilier des objectifs divergents. En retraçant l'évolution de 2016 à 2025, il devient clair que chaque tentative d'ajustement produit de nouvelles tensions, confirmant que le système économique haïtien est enfermé dans un régime de contradictions auto-reproductives.

Ainsi, l'approche diachronique centrée sur la décennie 2016–2025 permet de transformer les données en un outil d'intelligibilité critique. Elle révèle non seulement les tendances de long terme, mais aussi la manière dont les crises s'enchaînent et se cumulent, produisant un effet de verrouillage institutionnel et économique. Ce regard sur la décennie constitue ainsi un socle indispensable pour envisager des trajectoires alternatives fondées sur la construction de compatibilités et de cohérences.

3.2. Une approche comparative dans l'espace régional

L'analyse de l'économie haïtienne gagne en profondeur lorsqu'elle est replacée dans une perspective comparative régionale. En confrontant les dynamiques haïtiennes à celles d'autres pays de la Caraïbe et de l'Amérique latine, il devient possible d'identifier à la fois les spécificités nationales et les tendances communes liées à l'insertion périphérique dans l'économie mondiale. Cette démarche comparative permet de relativiser certains déséquilibres en montrant qu'ils ne sont pas propres à Haïti, tout en soulignant l'intensité particulière qu'ils atteignent dans le contexte haïtien.

Du point de vue des finances publiques, Haïti affiche un ratio recettes fiscales/PIB d'environ 12 à 13 % au cours de la période 2016–2025 (MEF, 2021; FMI, 2022), un niveau nettement inférieur à celui de la République dominicaine (plus de 15 %), de la Jamaïque (25 %) ou de la moyenne latino-américaine (22–23 %) (CEPALC, 2021). Cette faiblesse structurelle révèle une dépendance exceptionnelle aux recettes douanières et aux

financements externes, contrastant avec les efforts de diversification fiscale réalisés par ses voisins.

En matière de dette publique, Haïti présente un profil ambivalent. Si son ratio dette/PIB demeure inférieur à celui de la Jamaïque ou de la Barbade, où il dépasse régulièrement 100 %, le poids du service de la dette dans le budget reste proportionnellement élevé et absorbe une part importante des recettes fiscales (Banque mondiale, 2020). Cette contrainte est d'autant plus lourde que les marges budgétaires sont déjà réduites, ce qui accentue l'arbitrage impossible entre désendettement et investissement productif.

Sur le plan monétaire et financier, Haïti se distingue par un degré de dollarisation particulièrement élevé : plus de 60 % des dépôts et crédits sont libellés en dollars, contre environ 30 % en République dominicaine et moins de 20 % dans la plupart des pays de la Caraïbe anglophone (BRH, 2016–2025; FMI, 2022). Ce contraste souligne la défiance structurelle envers la gourde et met en évidence une perte de souveraineté monétaire bien plus avancée que dans les économies voisines.

Le secteur réel et productif offre également des éléments de comparaison instructifs. Alors que la République dominicaine a enregistré une croissance moyenne supérieure à 5 % par an sur la décennie 2010–2020, grâce notamment à la diversification de son appareil productif (tourisme, zones franches, énergie renouvelable), Haïti a connu une stagnation, voire une contraction, de son PIB par habitant (CEPALC, 2021). L'économie haïtienne reste concentrée sur l'agriculture de subsistance et la sous-traitance textile, avec peu de gains de productivité, ce qui accentue la dépendance aux importations alimentaires et énergétiques.

Cette perspective régionale révèle que les problèmes haïtiens ne sont pas uniquement liés à son niveau de richesse, mais à une

configuration institutionnelle et politique spécifique. Alors que d'autres pays caribéens, confrontés à des contraintes similaires, ont su renforcer leurs capacités fiscales ou diversifier leur économie, Haïti demeure enfermé dans une trajectoire de dépendance et de fragilité. La théorie des incompatibilités des choix publics (Providence) éclaire ce paradoxe : la faiblesse fiscale, la dollarisation et la dépendance externe ne sont pas seulement des retards à combler, mais des contradictions structurelles que l'État n'a pas su transformer en complémentarités.

En définitive, l'approche comparative dans l'espace régional permet d'éviter une lecture strictement internaliste de l'économie haïtienne. Elle montre que si certains déséquilibres trouvent des échos ailleurs dans la Caraïbe et en Amérique latine, Haïti en représente une forme exacerbée, où les incompatibilités atteignent un niveau tel qu'elles paralysent la capacité de l'État à construire une cohérence nationale.

3.3. Une articulation avec la théorie des incompatibilités

L'approche diachronique (2016–2025) et comparative (dans l'espace caribéen et latino-américain) ne prend tout son sens que lorsqu'elle est articulée à la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022). Cette dernière fournit le cadre conceptuel permettant de dépasser la simple observation des déséquilibres pour les interpréter comme le résultat de contradictions structurelles inhérentes au fonctionnement de l'économie et de la gouvernance haïtiennes.

En suivant les indicateurs sur une décennie, l'analyse met en évidence la répétition cyclique de tensions entre objectifs contradictoires : stabilisation monétaire versus financement de l'économie, équilibre budgétaire versus besoins sociaux, ouverture commerciale versus protection du tissu productif. Ces tensions, observées à travers les séries statistiques, ne sont pas

contingentes, mais structurelles : elles illustrent la difficulté de l'État à rendre ses choix compatibles et à les inscrire dans une logique cumulative (BRH, 2016–2025; FMI, 2022).

La comparaison régionale confirme cette interprétation. Si d'autres pays de la Caraïbe partagent certains déséquilibres — dépendance aux importations, vulnérabilité aux chocs externes, faible base fiscale —, la spécificité haïtienne réside dans l'intensité des incompatibilités. Alors que la République dominicaine a su concilier ouverture commerciale et diversification productive, ou que la Jamaïque a trouvé un compromis fragile entre discipline budgétaire et maintien d'investissements publics, Haïti demeure enfermé dans une dynamique où chaque objectif atteint compromet un autre (CEPALC, 2021; Banque mondiale, 2020).

La théorie des incompatibilités permet ainsi de conceptualiser ces déséquilibres comme des dilemmes structurels. Par exemple, l'observation des finances publiques montre qu'accroître les subventions sociales pour préserver la stabilité entraîne un déficit croissant, financé par la création monétaire, qui alimente à son tour l'inflation et fragilise le pouvoir d'achat. À l'inverse, réduire ces subventions pour satisfaire aux conditionnalités internationales déclenche des tensions sociales et des crises politiques (Fatton, 2021). Ce mécanisme circulaire confirme que les incompatibilités ne sont pas des anomalies, mais un mode de fonctionnement de l'État haïtien.

Cette articulation théorique et empirique invite également à reconsidérer la notion de cohérence des choix publics. Comme le suggère Rodrik (2007), le développement économique exige non seulement des politiques efficaces, mais aussi leur complémentarité. Or, en Haïti, les séries statistiques révèlent une absence chronique de complémentarité : les politiques monétaires, budgétaires et sociales se neutralisent mutuellement,

empêchant l'accumulation de gains. La théorie des incompatibilités permet d'expliquer pourquoi cette cohérence demeure un horizon difficilement atteignable.

Ainsi, l'articulation entre l'analyse statistique et la théorie des incompatibilités confère une profondeur analytique à l'étude de l'économie haïtienne. Les données ne sont plus seulement des indicateurs isolés : elles deviennent des preuves empiriques de la logique d'arbitrages impossibles qui structure la gouvernance économique du pays. Cette perspective ouvre la voie à une réflexion normative : comment transformer ces incompatibilités en compatibilités construites, capables de fonder une cohérence nationale et une trajectoire de développement autonome ?

4. Positionnement dans la littérature académique

La mobilisation des sources statistiques et la méthodologie adoptée dans ce travail doivent être replacées dans le champ plus large des débats académiques relatifs à l'économie haïtienne, aux économies en développement et aux méthodes d'analyse macroéconomique. Le choix d'une approche diachronique et comparative, combinée à une lecture critique, répond à la nécessité de dépasser une vision strictement descriptive des données pour en faire un instrument d'interprétation théorique. Ce positionnement permet d'articuler la littérature empirique sur Haïti avec les grandes approches théoriques en économie politique du développement et en sciences sociales.

4.1. Les débats sur les fragilités structurelles haïtiennes

La compréhension des dynamiques économiques haïtiennes ne saurait être dissociée des débats académiques et politiques portant sur les fragilités structurelles du pays. Depuis plusieurs décennies, une abondante littérature s'est efforcée d'expliquer pourquoi Haïti demeure piégé dans une trajectoire de sous-développement, malgré des réformes multiples, des flux importants d'aide

internationale et une insertion régionale et mondiale en constante recomposition. Ces débats mettent en avant des facteurs divers — héritages historiques, institutions fragiles, dépendance externe, faiblesse productive — qui, loin de s'exclure, s'articulent pour constituer une configuration cumulative de vulnérabilités.

Un premier courant insiste sur les héritages historiques et institutionnels. Dans la lignée de Michel-Rolph Trouillot (2000) et de Laurent Dubois (2012), plusieurs auteurs soulignent que l'État haïtien s'est construit sur une base fragile, héritée de la dette de l'indépendance, de la centralisation autoritaire et de la marginalisation des zones rurales. Cette trajectoire a produit des institutions faibles, marquées par la prédation, le clientélisme et l'exclusion sociale, qui freinent toute tentative de construction d'une gouvernance cohérente (Fatton, 2002).

Un second ensemble de travaux met l'accent sur la dépendance internationale. Inspirés des théories de la dépendance (Frank, 1967; Cardoso & Faletto, 1979), ces auteurs considèrent que la fragilité haïtienne résulte d'une insertion périphérique dans l'économie mondiale. La libéralisation commerciale des années 1980–1990, par exemple, a contribué à déstructurer l'agriculture locale et à accentuer la dépendance alimentaire, tandis que les conditionnalités imposées par le FMI et la Banque mondiale ont réduit les marges de manœuvre budgétaires de l'État (Paul, 2019). Dans cette perspective, la vulnérabilité haïtienne est moins un échec interne qu'une conséquence de rapports asymétriques dans le système international.

Un troisième axe du débat concerne la faiblesse productive et la fragmentation sociale. Plusieurs analyses (Banque mondiale, 2020; CEPALC, 2021) mettent en avant l'absence de diversification économique et la domination de secteurs de faible productivité — agriculture de subsistance, commerce informel, sous-traitance textile. Cette structure limite les gains de

productivité et confine l'économie dans une dépendance aux transferts de la diaspora, qui représentent entre 20 et 25 % du PIB. Cette faiblesse productive est renforcée par une fragmentation sociale extrême, où l'accès différencié aux ressources — notamment aux revenus en dollars — accentue les inégalités et fragilise la cohésion nationale (Fatton, 2021; Providence, 2025a).

Enfin, un débat plus récent porte sur la notion de fragilité systémique. Au-delà des facteurs isolés, il s'agit de montrer que les fragilités haïtiennes sont le produit d'un système d'interdépendances négatives, où les dimensions politiques, économiques et sociales se renforcent mutuellement. L'État, incapable de stabiliser ses finances, se voit contraint de recourir à l'endettement et à l'aide internationale ; ces dépendances affaiblissent sa légitimité, alimentant des crises politiques qui réduisent encore la capacité institutionnelle (FMI, 2022). Ce cercle vicieux conforte l'idée que la fragilité haïtienne est moins un déficit conjoncturel qu'un régime structurel de contradictions, ce qui rejoint les fondements de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022).

Ces débats ne sont pas simplement académiques : ils orientent les diagnostics des bailleurs, les réformes proposées et la perception internationale d'Haïti. Les interprétations varient selon qu'on privilégie une lecture historique, institutionnelle, externe ou systémique. Toutefois, toutes convergent sur un constat : l'économie haïtienne est prisonnière de fragilités persistantes qui rendent toute tentative de réforme particulièrement difficile. C'est dans ce cadre que l'articulation entre les données empiriques et la théorie des incompatibilités permet de proposer une lecture renouvelée : les fragilités structurelles ne sont pas seulement le résultat de contraintes exogènes ou endogènes, mais l'expression d'une incapacité à rendre les politiques publiques compatibles et complémentaires.

4.2. Les approches de l'économie politique du développement

L'étude des trajectoires économiques d'Haïti ne peut se limiter à l'examen des indicateurs macroéconomiques : elle doit être replacée dans le champ plus large de l'économie politique du développement, qui s'intéresse aux rapports entre structures économiques, institutions politiques et dynamiques sociales. Cette perspective permet de comprendre pourquoi les politiques de réforme, malgré leur cohérence apparente, peinent à produire des effets cumulatifs et pourquoi les choix publics haïtiens s'inscrivent dans un régime d'incompatibilités structurelles.

Un premier courant met l'accent sur la primauté des institutions. Douglass North (1990) et Acemoglu et Robinson (2013) ont montré que la performance économique dépend moins des dotations initiales en ressources que de la qualité des institutions, c'est-à-dire de leur capacité à encadrer les interactions, à réduire l'incertitude et à garantir des incitations compatibles avec la croissance. Dans cette optique, la faiblesse de l'État haïtien — marqué par la centralisation, la prédation et la capture clientéliste — explique l'incapacité du pays à transformer ses ressources sociales (diaspora, capital humain) en leviers de développement (Paul, 2019).

Un second courant s'appuie sur les théories de la dépendance et du système-monde. André Gunder Frank (1967) et Immanuel Wallerstein (2011) ont montré que les économies périphériques sont intégrées dans un système mondial qui reproduit leur dépendance. Dans le cas d'Haïti, cette lecture éclaire la manière dont la libéralisation commerciale et les conditionnalités des bailleurs limitent les marges de souveraineté économique et maintiennent le pays dans une position de vulnérabilité externe. L'économie politique du développement souligne ici que la fragilité haïtienne ne résulte pas uniquement de déficits internes, mais aussi d'un rapport asymétrique avec le système international,

où l'aide et les transferts, loin de réduire la dépendance, tendent souvent à la reproduire (CEPALC, 2021; FMI, 2022).

Un troisième ensemble de travaux insiste sur la dimension conflictuelle et distributive des politiques économiques. Comme le rappelle Rodrik (2007), toute politique de développement implique des arbitrages entre groupes sociaux, secteurs économiques et horizons temporels. En Haïti, ces arbitrages sont exacerbés par la fragmentation sociale et l'informalité, qui limitent la capacité de l'État à construire des compromis stables. Les politiques publiques deviennent des instruments de gestion des tensions immédiates — subventions, transferts, financements ponctuels — au détriment d'investissements structurels. Cette incapacité à transformer les conflits distributifs en compromis institutionnalisés constitue un obstacle majeur à la cohérence des choix publics.

Enfin, un courant plus critique, inspiré des travaux de Peter Evans (2010) sur l'« autonomie enchevêtrée », souligne la nécessité de repenser le rôle de l'État comme médiateur entre les pressions internationales et les demandes sociales internes. L'économie politique du développement invite ici à envisager des formes ajustées de souveraineté, où l'État ne serait ni totalement subordonné aux bailleurs ni replié sur un autoritarisme inefficace, mais capable de construire des compatibilités progressives entre exigences sociales, contraintes budgétaires et insertion internationale (Providence, 2015).

Ces approches convergent pour montrer que le problème haïtien n'est pas seulement celui d'un déficit de ressources, mais celui d'un régime institutionnel et politique producteur d'incompatibilités. L'économie politique du développement apporte ainsi un cadre d'analyse qui dépasse la technicité des réformes et permet de les replacer dans une logique de rapports de pouvoir, de dépendance et de conflits distributifs. Cette lecture

ouvre la voie à une réflexion sur les conditions d'un développement plus cohérent, fondé sur la transformation des institutions, la réduction des asymétries et la construction de compromis sociaux inclusifs.

4.3. L'apport des théories critiques et postcoloniales

Au-delà des approches institutionnalistes et des modèles classiques de l'économie politique du développement, les théories critiques et postcoloniales offrent un cadre analytique essentiel pour comprendre la trajectoire haïtienne. Elles invitent à dépasser les lectures strictement économétriques ou institutionnelles pour interroger les rapports de pouvoir, les héritages coloniaux et les asymétries globales qui structurent encore aujourd'hui l'économie et la gouvernance du pays. Leur contribution consiste à mettre en lumière non seulement les contraintes internes, mais aussi les dynamiques de domination externe qui rendent difficile toute construction de cohérence nationale.

Un premier apport réside dans la remise en question de l'universalisme des modèles de développement. Comme le souligne Arturo Escobar (2011), le discours du développement est traversé par une logique de domination qui impose aux pays du Sud des trajectoires pensées depuis le Nord, au détriment de leurs spécificités culturelles et historiques. Dans le cas d'Haïti, cette critique se traduit par le constat que les réformes macroéconomiques prescrites par le FMI et la Banque mondiale — libéralisation, privatisation, discipline budgétaire — reposent sur une vision homogénéisée qui ignore la réalité d'une économie dominée par l'informalité, la ruralité et la dépendance aux transferts de la diaspora (Paul, 2019).

Un deuxième apport concerne l'analyse des rapports de dépendance et de subordination. Les théories postcoloniales mettent en évidence la manière dont les héritages de l'esclavage, de la colonisation et de l'occupation continuent de peser sur les

trajectoires contemporaines (Fanon, 2004; Trouillot, 2000). Haïti, première république noire issue d'une révolution antiesclavagiste, a dû payer un tribut économique exorbitant pour son indépendance et a été placé, dès le XIX^e siècle, dans une position de marginalité et de stigmatisation internationale (Dubois, 2012). Ces héritages historiques expliquent en partie la persistance d'un État fragile, dépendant des financements externes et soumis à des conditionnalités qui prolongent une logique de tutelle.

Un troisième apport se situe dans la mise en lumière des dimensions culturelles et discursives de la domination. Comme le montre Edward Said (1978) dans sa critique de l'orientalisme, la production de savoirs sur les sociétés du Sud participe elle-même à la construction de rapports de pouvoir. Dans le cas haïtien, la manière dont les institutions internationales définissent la « fragilité », la « pauvreté » ou l'« informalité » contribue à figer le pays dans une image de dépendance et d'exceptionnalité (Fatton, 2021). Cette dimension discursive influence directement la formulation des politiques publiques et la perception des solutions envisageables.

Enfin, les approches critiques insistent sur la nécessité de penser des alternatives ancrées dans les pratiques locales et les résistances sociales. Plutôt que de chercher à adapter Haïti à des modèles exogènes, il s'agit de reconnaître et de valoriser les logiques de solidarité, les pratiques communautaires et les formes d'organisation populaire qui constituent des ressources endogènes de résilience. Cette perspective rejoint la proposition de souveraineté ajustée (2015; 2022), qui plaide pour une articulation entre insertion internationale et affirmation d'une autonomie nationale fondée sur les dynamiques locales.

Ainsi, l'apport des théories critiques et postcoloniales est double : d'une part, elles déconstruisent les discours et les pratiques qui reproduisent la dépendance et l'incompatibilité des choix publics ;

d'autre part, elles ouvrent la voie à une pensée de l'alternative, qui ne consiste pas à importer des modèles, mais à construire des trajectoires situées, capables de transformer les incompatibilités en compatibilités négociées.

4.4. La place de la théorie des incompatibilités des choix publics

L'examen des débats sur les fragilités structurelles, des approches institutionnalistes et de l'économie politique du développement, ainsi que des théories critiques et postcoloniales, met en évidence la nécessité d'un cadre conceptuel capable d'articuler ces dimensions multiples. C'est précisément dans cette perspective que s'inscrit la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence, 2022), qui occupe une place centrale dans l'interprétation proposée dans cet ouvrage.

Cette théorie part du constat que les politiques publiques en Haïti — et plus largement dans les contextes marqués par la fragilité institutionnelle et la dépendance externe — ne se heurtent pas seulement à des contraintes techniques ou à des déficits de ressources. Elles sont confrontées à une logique structurelle d'incompatibilités, où les différents objectifs poursuivis par l'État entrent en contradiction les uns avec les autres. Stabiliser la monnaie exige une politique monétaire restrictive, mais celle-ci réduit le crédit et fragilise l'investissement productif ; financer les dépenses sociales permet de préserver la stabilité sociale, mais au prix d'un déficit budgétaire croissant ; libéraliser le commerce favorise l'approvisionnement en biens importés, mais détruit la production locale. Ces contradictions ne sont pas contingentes : elles constituent un régime permanent de tensions, qui empêche la construction d'une trajectoire cumulative (BRH, 2016–2025 ; FMI, 2022).

La spécificité de la théorie des incompatibilités réside dans sa capacité à mettre en relation des approches souvent cloisonnées.

Elle prolonge les apports de l'institutionnalisme (North, 1990; Acemoglu & Robinson, 2013) en soulignant que la faiblesse des institutions n'est pas seulement un problème de règles formelles, mais le résultat d'arbitrages impossibles qui empêchent leur consolidation. Elle dialogue avec les théories de la dépendance (Frank, 1967; Wallerstein, 2011) en montrant que l'insertion périphérique d'Haïti dans l'économie mondiale reproduit et accentue ses incompatibilités internes. Elle rejoint enfin les théories critiques et postcoloniales (Fanon, 2004; Escobar, 2011) en mettant en lumière l'héritage historique et discursif qui alimente ces contradictions.

La place de cette théorie est également méthodologique. Elle fournit une grille d'interprétation qui permet de relire les données statistiques non comme des indicateurs isolés, mais comme des révélateurs de contradictions structurelles. L'inflation, le déficit, la dollarisation ou la dépendance aux transferts ne sont pas seulement des symptômes de dysfonctionnements, mais des expressions de choix publics incompatibles. La statistique devient ainsi un outil de démonstration empirique des incompatibilités, confirmant que l'État haïtien agit dans un cadre où la cohérence est structurellement empêchée (Jerven, 2013; Paul, 2019).

Enfin, la théorie des incompatibilités a une portée normative et prospective. Elle ouvre la voie à une réflexion sur les conditions de la construction de compatibilités progressives entre objectifs sociaux, contraintes macroéconomiques et insertion internationale. En ce sens, elle ne se limite pas à un constat critique, mais propose un horizon de transformation : passer d'un régime d'arbitrages impossibles à une dynamique de compromis institutionnels et politiques capables de soutenir une trajectoire de développement autonome et inclusive (Providence, 2025b).

Ainsi, la place de la théorie des incompatibilités des choix publics est double : elle constitue à la fois un cadre interprétatif,

permettant d'articuler les apports des différentes approches, et un outil normatif, offrant des perspectives pour dépasser les blocages structurels. Dans le cas haïtien, elle apparaît comme une clé de lecture indispensable pour comprendre pourquoi les réformes échouent à produire des effets cumulatifs et pour envisager les conditions d'une gouvernance capable de construire la cohérence aujourd'hui absente.

4.5. Une contribution au renouvellement des études sur Haïti

L'élaboration et l'application de la théorie des incompatibilités des choix publics (Providence) s'inscrivent dans une volonté explicite de contribuer au renouvellement des études sur Haïti. Alors que les recherches sur l'économie et la gouvernance haïtiennes ont longtemps oscillé entre deux pôles — une lecture institutionnelle insistant sur la faiblesse de l'État et une approche dépendantiste soulignant les contraintes imposées par l'ordre international —, cette théorie propose une grille de lecture nouvelle, qui articule ces dimensions en les inscrivant dans une dynamique de contradictions structurelles.

Ce renouvellement s'opère d'abord sur le plan empirique. En mobilisant systématiquement les séries statistiques produites par la BRH, le MEF et l'IHSI, l'analyse permet de dépasser les discours impressionnistes ou purement politiques souvent dominants dans les débats sur Haïti. Elle repose sur une observation longitudinale (2016–2025) qui met en lumière la répétition des déséquilibres et la logique cumulative des crises (BRH, 2016–2025; FMI, 2022). L'intégration de ces données dans une perspective critique contribue à réhabiliter la valeur scientifique des productions nationales, trop souvent marginalisées au profit des rapports d'institutions internationales.

Ce renouvellement est également théorique. La théorie des incompatibilités s'appuie sur les apports des institutions (North, 1990; Acemoglu & Robinson, 2013), des théories de la

dépendance (Frank, 1967; Cardoso & Faletto, 1979) et des approches critiques et postcoloniales (Fanon, 2004; Escobar, 2011; Said, 1978), tout en proposant une articulation originale : les choix publics ne sont pas seulement contraints par la rareté ou la domination externe, ils sont structurellement incompatibles dans leur mise en œuvre simultanée. Cette idée permet d'expliquer pourquoi les réformes échouent de manière récurrente : non pas parce qu'elles seraient mal conçues ou mal appliquées, mais parce qu'elles s'inscrivent dans un cadre où toute avancée dans un domaine engendre mécaniquement un recul dans un autre.

En outre, cette approche constitue une contribution méthodologique. Elle invite à traiter les statistiques non comme des vérités absolues, mais comme des indicateurs partiels à croiser et à interpréter de manière critique (Jerven, 2013). Elle confère aux données une valeur analytique et politique, en les replaçant dans une perspective de gouvernance et de souveraineté. Ce choix méthodologique ouvre un espace de dialogue entre économétrie, économie politique et sciences sociales, permettant d'enrichir la compréhension des blocages haïtiens.

Enfin, le renouvellement est aussi normatif et programmatique. En formulant l'hypothèse que le développement d'Haïti ne pourra advenir qu'à travers la construction progressive de compatibilités entre politiques monétaires, budgétaires, sociales et internationales, cette approche dépasse le constat de fragilité pour proposer un horizon de transformation. Elle rejoint les réflexions critiques en économie politique du développement qui plaident pour une souveraineté ajustée et une gouvernance négociée, capable d'articuler dynamiques internes et contraintes externes (Rodrik, 2007; Evans, 2010).

En définitive, la théorie des incompatibilités des choix publics constitue une contribution novatrice aux études sur Haïti. Elle

renouvelle les cadres d'analyse en combinant rigueur empirique, profondeur théorique et perspective normative. Elle permet de sortir des dichotomies classiques — État faible vs dépendance internationale, crise conjoncturelle vs fragilité structurelle — pour proposer une lecture systémique où l'économie haïtienne est comprise comme un régime d'incompatibilités, mais aussi comme un terrain de possibles transformations.

Conclusion du Chapitre 3

L'examen des sources et de la méthodologie d'analyse longitudinale constitue une étape décisive dans la construction de cet ouvrage. Ce chapitre a permis de clarifier les fondements empiriques de la recherche, de définir les outils de traitement des données et de situer cette démarche dans le champ plus large de la littérature académique sur l'économie haïtienne et sur les trajectoires de développement. Loin d'être un exercice purement technique, cette réflexion méthodologique met en évidence les conditions de possibilité et les limites d'une lecture empirique des incompatibilités des choix publics.

Nous avons d'abord montré l'importance des fascicules *Économie en Graphes* publiés par la Banque de la République d'Haïti. Par leur régularité et leur systématisme, ils constituent la source principale d'information sur les dynamiques monétaires, budgétaires et externes du pays entre 2016 et 2025. Toutefois, leur format graphique et synthétique, centré sur les équilibres macroéconomiques, impose de les compléter par d'autres sources nationales — Ministère de l'Économie et des Finances, Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique, Administration Générale des Douanes — ainsi que par les données et évaluations produites par les institutions internationales. Ce croisement des sources est essentiel pour pallier les lacunes de l'appareil statistique haïtien et réduire les biais liés aux priorités institutionnelles.

Ensuite, nous avons précisé les méthodes de traitement retenues : homogénéisation des séries, conversion en valeurs constantes, comparaison régionale et analyse systémique. Cette approche vise à transformer des données fragmentées en un corpus cohérent, permettant d'identifier des tendances structurelles et de les relier à la théorie des incompatibilités des choix publics. Nous avons toutefois souligné les limites inhérentes à ce matériau : incomplétude des séries, sous-estimation de l'économie informelle, révisions fréquentes et biais institutionnels. Ces contraintes appellent à une posture critique, qui considère les données non comme des représentations neutres de la réalité, mais comme des constructions reflétant les priorités et les choix de mesure des institutions.

L'approche diachronique adoptée, couvrant la période 2016–2025, met en évidence une décennie marquée par des crises politiques, des chocs externes et une aggravation des déséquilibres macroéconomiques. La comparaison avec d'autres pays de la région — République dominicaine, Jamaïque, Caraïbe insulaire — souligne que la spécificité haïtienne ne tient pas seulement aux aléas conjoncturels, mais à une dynamique structurelle où les contradictions entre objectifs sociaux, contraintes macroéconomiques et pressions internationales empêchent toute trajectoire cumulative de développement.

Enfin, nous avons positionné cette démarche dans la littérature académique. Les travaux sur Haïti, qu'ils soient historiques, institutionnalistes ou critiques, ont mis en évidence la fragilité de l'État, la dépendance externe et le poids des héritages coloniaux et autoritaires. La théorie des incompatibilités des choix publics, en s'appuyant sur une lecture systémique des tensions, apporte une contribution originale en articulant ces dimensions autour d'un cadre analytique unificateur. La méthodologie adoptée ici vise ainsi à relier la richesse des données empiriques aux apports

de cette théorie, afin d'expliquer la persistance des blocages et d'éclairer les conditions d'une possible sortie de l'impasse.

En somme, ce chapitre a permis d'établir que l'étude empirique de l'économie haïtienne doit conjuguer rigueur quantitative et lecture critique. Elle nécessite à la fois de maîtriser les outils de traitement des données et de les interpréter à la lumière d'un cadre théorique adapté. Ce faisant, il prépare le passage à la Partie II de l'ouvrage, qui sera consacrée à l'analyse empirique des dynamiques économiques haïtiennes entre 2016 et 2025. L'enjeu sera de confronter les hypothèses théoriques aux tendances observées dans les quatre grands champs retenus — secteur monétaire et financier, secteur public, secteur réel, secteur externe — afin de mettre en évidence, chiffres à l'appui, la manière dont les incompatibilités des choix publics se traduisent concrètement dans la trajectoire économique du pays.

Conclusion de la Partie I

L'exploration des fondements théoriques et institutionnels de l'économie haïtienne entreprise dans cette première partie a permis de poser les bases conceptuelles et empiriques nécessaires à la compréhension des dynamiques qui seront analysées dans les chapitres suivants. Cette partie a montré que la trajectoire économique haïtienne ne peut être appréhendée sans tenir compte, d'une part, des contradictions théoriques mises en lumière par la théorie des incompatibilités des choix publics, et d'autre part, des héritages et des fragilités institutionnelles qui structurent la gouvernance économique contemporaine.

Le premier chapitre a introduit la théorie des incompatibilités des choix publics, en montrant qu'elle propose une lecture systémique des tensions qui traversent l'action publique dans un contexte de rareté et de dépendance. Cette approche, élaborée par Providence Christophe, s'inscrit dans la continuité des réflexions institutionnalistes et critiques, tout en offrant un cadre original pour analyser le cas haïtien. Elle met en évidence l'impossibilité, dans un contexte de faiblesse structurelle, de concilier simultanément trois impératifs : la satisfaction des besoins sociaux urgents, la préservation des équilibres macroéconomiques et le respect des engagements liés à l'ouverture internationale. Toute tentative de privilégier l'un de ces objectifs entraîne des tensions insoutenables dans les deux autres dimensions, rendant la cohérence nationale difficile à atteindre.

Le deuxième chapitre a approfondi la compréhension des cadres institutionnels et macroéconomiques en Haïti. L'analyse des principales institutions — BRH, MEF, IHSI, AGD — a montré qu'elles sont à la fois indispensables à la régulation économique et limitées dans leur action par des contraintes structurelles : dollarisation, faiblesse de la base fiscale, dépendance vis-à-vis des importations, fragilité statistique. La structure budgétaire,

dominée par des dépenses courantes et alimentée par des recettes externes, illustre pleinement ces contradictions. De même, la dollarisation et l’informalité financière révèlent une défiance profonde vis-à-vis des institutions monétaires et bancaires, qui réduit l’efficacité de la régulation publique. Enfin, les héritages historiques — de la dette coloniale à l’occupation américaine, en passant par la dictature duvaliériste — continuent de marquer la gouvernance contemporaine, inscrivant durablement la dépendance et la fragmentation dans les institutions économiques.

Le troisième chapitre a présenté les sources et la méthodologie retenues pour l’analyse empirique. En mettant en avant les fascicules *Économie en Graphes* de la BRH et les rapports du MEF et de l’IHSI, complétés par les données internationales, il a défini un corpus statistique permettant de suivre les dynamiques de 2016 à 2025. L’approche méthodologique, à la fois longitudinale et critique, vise à dépasser une simple lecture descriptive pour interroger les données comme révélateurs des contradictions structurelles. La posture adoptée insiste sur la nécessité de croiser les sources, de neutraliser les biais institutionnels et de replacer les statistiques dans une logique interprétative. Enfin, ce chapitre a positionné la démarche dans la littérature académique, en montrant comment l’analyse proposée prolonge les approches institutionnalistes et critiques, tout en affirmant la pertinence du cadre conceptuel des incompatibilités des choix publics pour comprendre le cas haïtien.

Dans leur ensemble, ces trois chapitres démontrent que la fragilité économique haïtienne ne peut être réduite à un simple « sous-développement » ou à une accumulation de crises conjoncturelles. Elle doit être comprise comme le produit d’un système institutionnel et historique où les incompatibilités des choix publics se reproduisent et se renforcent dans le temps. La rareté des ressources, la dépendance externe, l’instabilité politique et la

faiblesse des institutions créent un environnement où la cohérence des politiques publiques est structurellement compromise.

Cette conclusion prépare le passage à la Partie II, consacrée à l'analyse empirique des dynamiques macroéconomiques haïtiennes entre 2016 et 2025. Il s'agira d'examiner, données à l'appui, comment les incompatibilités théorisées se manifestent dans la pratique : inflation persistante, dépréciation monétaire, déficits budgétaires, faible croissance, dépendance aux transferts et à l'aide internationale. L'enjeu est de montrer que ces évolutions ne relèvent pas seulement de chocs ponctuels, mais qu'elles s'inscrivent dans une logique structurelle de reproduction des fragilités.

En somme, la Partie I a posé le socle théorique et institutionnel indispensable à l'analyse : elle a montré pourquoi et comment les politiques économiques en Haïti se heurtent à des incompatibilités fondamentales, inscrites à la fois dans la logique des choix publics et dans l'histoire institutionnelle du pays. La Partie II viendra maintenant démontrer, par l'analyse statistique et comparative, que ces incompatibilités se matérialisent concrètement dans les trajectoires macroéconomiques de la dernière décennie.

Bibliographie

- Acemoglu, D., & Robinson, J. A. (2013). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*. Phoenix: Crown Business.
- Banque mondiale. (2020). *Haiti Overview*. Washington, DC: World Bank Group.
- BRH. (2016–2025). *Économie en Graphes*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.
- BRH. (2021). *Rapport Annuel*. Port-au-Prince: Banque de la République d’Haïti.
- Cardoso, F. H., & Faletto, E. (1979). *Dependency and Development in Latin America*. California: University of California Press.
- CEPALC. (2021). *Estudio Económico de América Latina y el Caribe 2021*. New York: Nations Unies.
- Dos Santos, T. (1970). The Structure of Dependence. *American Economic Review*, 60(2), 231–236. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/1815811>
- Dubois, L. (2012). *Haiti: The Aftershocks of History*. New York: Metropolitan Books.
- Dupuy, A. (2014). *Haiti: From Revolutionary Slaves to Powerless Citizens*. London: Routledge.

- Escobar, A. (2011). *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.
- Evans, P. (2010). *The challenge of 21st century development: Building capability-enhancing states*. New York: United Nations Development Programme.
- Fanon, F. (2004). *Les Damnés de la Terre*. Paris: La Découverte.
- Fatton, R. (2002). *Haiti's Predatory Republic: The Unending Transition to Democracy*. Boulder: Lynne Rienner Publishers Inc.
- Fatton, R. (2021). *The Guise of Exceptionalism: Unmasking the National Narratives of Haiti and the United States*. New Brunswick: Rutgers University Press.
- FMI. (2020). *Haiti: Staff Report for the 2020 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- FMI. (2022). *Haiti: Staff Report for the 2022 Article IV Consultation*. Washington, DC: Fonds monétaire international.
- Frank, A. G. (1967). *Capitalism and Underdevelopment in Latin America*. New York: Monthly Review Press.
- Friedman, M. (1962). *Capitalism and Freedom*. Chicago: University of Chicago Press.

- Friedman, M. (1968). The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*, 58(1), 1–17.
- Friedman, M., & Schwartz, A. J. (1963). *A Monetary History of the United States, 1867–1960*. Princeton: Princeton University Press.
- Girvan, N. (2008). Globalization and counter-Globalization in the caribbean. Dans H. (. Veltmeyer, *New Perspectives on Globalization and Antiglobalization: Prospects for a New World Order?* (pp. 1-15). London: Routledge.
- Hirschman, A. O. (1958). *The Strategy of Economic Development*. New Haven: Yale University Press.
- IHSI. (2022). *Comptes économiques et indices de production*. Port-au-Prince: Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique.
- Jerven, M. (2013). *Poor Numbers: How We Are Misled by African Development Statistics and What to Do about It*. New York: Cornell University Press.
- Keynes, J. M. (1936). *The General Theory of Employment, Interest and Money*. London: Macmillan.
- MEF. (2018). *Rapport sur les finances publiques*. Port-au-Prince: Ministère de l’Économie et des Finances.

- MEF. (2021). *Rapport sur la situation macroéconomique et les perspectives*. Port-au-Prince: Ministère de l'Économie et des Finances.
- Mundell, R. A. (1963). Capital Mobility and Stabilization Policy under Fixed and Flexible Exchange Rates. *Canadian Journal of Economics and Political Science*, 29(4), 475–485. Récupéré sur <https://www.jstor.org/stable/139336>
- North, D. C. (1990). *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Orozco, M., & Jewers, M. (2019). *The impact of migrants' remittances and investment on rural youth*. Washington, DC: Inter-American Dialogue. Récupéré sur www.ifad.org/ruraldevelopmentreport
- Paul, C. (2019). *État, gouvernance et dépendance internationale en Haïti*. Paris: Karthala.
- Prebisch, R. (1950). *The Economic Development of Latin America and Its Principal Problems*. New York: United Nations.
- Providence, C. (2015). *Le système aide-projet mondial et la problématique du développement en Haïti : Quelles externalités locales ?* Schoelcher: Université des Antilles - Laboratoire CEREGMIA.

- Providence, C. (2022). *Les paradoxes du changement en Haïti : Politiques publiques et développement territorial*. Pointe-à-Pitre: Presses Universitaires des Antilles.
- Providence, C. (2025a). *Territoire en mouvement : Repenser le développement pour un avenir durable en Haïti*. Paris: L'Harmattan.
- Providence, C. (2025b). *Le pouvoir du diagnostic territorial : Repenser le développement et la gouvernance en Haïti à partir des territoires*. Paris: L'Harmattan.
- Rodrik, D. (2007). *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions and Economic Growth*. Princeton: Princeton University Press.
- Said, E. (1978). *Orientalism*. New York: Pantheon Books.
- Sen, A. (2001). *Development as Freedom*. Oxford: Oxford University Press.
- Trouillot, M.-R. (2000). *Haiti: State against Nation. The Origins and Legacy of Duvalierism*. New York: Monthly Review Press.
- UNESCO. (2021). *Global Education Monitoring Report: Central America and the Caribbean*. Paris: UNESCO.
- Wallerstein, I. (2011). *The Modern World-System I: Capitalist Agriculture and the Origins of the European World-*

Economy in the Sixteenth Century. California: University of California Press.